

Le médiateur de l'ONU à Madagascar pour sortir de la crise

Le Monde Afrique - Laure Verneau - 07/05/18



Alors que Madagascar entre dans sa troisième semaine de crise ouverte entre le président Hery Rajaonarimampianina et l'opposition, le médiateur désigné par le secrétaire général des Nations unies, Abdoulaye Bathily, est arrivé dimanche 6 mai à Antananarivo. Il doit rencontrer toutes les parties dans un contexte tendu de manifestations quasi quotidiennes dans le centre de la capitale. Celles-ci rassemblent entre quelques centaines et quelques milliers de personnes. La mort d'au moins deux manifestants et dix-sept blessés lors de la première manifestation interdite par le pouvoir, le 21 avril, ont fait basculer la contestation politique contre les nouvelles lois électorales adoptées en vue de l'élection présidentielle de décembre en mouvement pour la démission du chef de l'Etat.

- Une crise institutionnelle

La Haute Cour constitutionnelle (HCC) a partiellement donné raison à l'opposition jeudi 3 mai en annulant certaines dispositions des lois électorales adoptées un mois plus tôt. Dans les trois décisions rendues, la plus haute juridiction malgache juge non conformes à la Constitution les articles portant sur la durée des campagnes, la révision des listes électorales, l'utilisation des bulletins uniques ou les conditions nécessaires pour se porter candidat à la présidence. Ce dernier point avait en particulier été dénoncé par le TIM (*Tiako i Madagasikara*), le parti de l'ex-chef de l'Etat de 2002 à 2009, Marc Ravalomanana, aujourd'hui candidat déclaré à l'élection de décembre prochain. L'article 6 de la loi stipule en effet qu'il faut être exempt de toute condamnation pour crime et délit. Or M. Ravalomanana a été condamné par contumace en août 2010 pour son rôle dans la mort d'une quarantaine de manifestants en 2009 (le bilan exact n'est pas connu). Il est accusé d'avoir donné l'ordre à la garde présidentielle de tirer sur la foule. A ce jour, il n'a pas encore été notifié de sa condamnation.

Lire aussi : [Hery Rajaonarimampianina : « Quitter le pouvoir, ce serait trahir le peuple malgache »](#)

La Haute Cour a aussi extirpé l'article raccourcissant la durée de la campagne électorale du second tour de 15 jours à 7 jours. Ce projet avait été vivement critiqué par le SeFaFi, l'Observatoire de la vie publique : « *Aucun investissement dans les nouvelles technologies n'a été fait pour la remontée des résultats du vote, explique Sahondra Rabenarivo, juriste et membre de l'organisation. Madagascar est un grand pays, avec des zones très difficiles d'accès. En décembre, nous serons de surcroît en pleine saison des pluies, comment voulez-vous que 7 jours soient suffisants ?* » Au total, 16 articles sur 371 ont été censurés.

Reste la requête en déchéance du président de la République déposée à la HCC, mercredi 25 avril, par les députés TIM et Mapar, le parti du président de la transition Andry Rajoelina, au motif de « *violations répétées de la Constitution* ». Le verdict est attendu dans les prochains jours. « *Nous continuerons à nous rendre au 13 mai tant que l'arrêt n'aura pas été rendu par la HCC* », affirme Hawel Mamod'ali, député Mapar.

- **Corruption et pauvreté croissantes**

L'adoption des lois électorales a été l'occasion de nouvelles accusations de corruption à l'encontre de certains députés. Les 79 élus sur 160 qui ont approuvé le texte du gouvernement ont été accusés d'avoir touché 50 millions d'ariary (13 000 euros) chacun en échange de leur voix. L'opposition a déposé une plainte auprès du Bianco, le Bureau indépendant anti-corruption, qui a ouvert une enquête.

Lire aussi : [A Madagascar, la difficile lutte contre le kidnapping](#)

« *Miala Rajao* », « *Stop kolykoly* » (« Rajao dégage », « Stop à la corruption ») « *Hery voleur* » et « *Hery assassin* » : les slogans inscrits sur les banderoles des manifestants témoignent d'une exaspération croissante sur laquelle capitalisent les partis de l'opposition. A Madagascar, tout se monnaie. Des chauffeurs de taxi-brousse qui donnent de l'argent aux barrages de gendarmerie – sans quoi ils accumuleraient trop de retard – à l'étudiant qui veut se présenter à l'examen du permis de conduire, en passant par le citoyen qui veut déclarer une perte de carte d'identité au commissariat, le pot-de-vin est une pratique de la vie quotidienne.

C'est ainsi que dans la foule de la Place du 13 mai, plus que des fervents supporters du TIM et du Mapar, on trouve beaucoup de Malgaches excédés par des conditions de vie qui se dégradent. « *Ce n'est pas possible de continuer à vivre comme ça, tout a augmenté*, témoigne Doric, fraîchement retraité. *Le prix du kapok [petite boîte de lait concentré Nestlé qui sert d'unité de mesure au riz] est passé de 400 ariary à 700 ariary. Le carburant atteint 4 000 ariary le litre, le même prix qu'en Europe. Et les PPN aussi ! (produits de première nécessité). Il [le président] avait promis d'en finir avec les délestages, il y en a de plus en plus.* »

- **Plusieurs tentatives de médiation**

Mercredi 2 mai, dans une déclaration lue à la presse, et signée par les responsables de la police, de la gendarmerie et de l'armée, le ministre de la défense nationale, le général Béni Xavier Rasolofonirina a demandé aux chefs des partis politiques de mettre un terme aux tensions actuelles et de trouver une solution. En 2009, lors du coup d'Etat, c'est l'armée qui avait porté Andry Rajoelina au pouvoir. L'homme s'était proclamé président d'une « *Haute Autorité de transition* », poussant alors Marc Ravalomanana à la démission le 17 mars. Ce scénario est resté dans les esprits. Les initiatives prises pour déminer la crise montrent que la situation est prise au sérieux par l'Union africaine et par les Nations unies. Les bailleurs, dont l'Union européenne, ont également proposé leur médiation.

Lire aussi : « [Madagascar est le seul pays qui s'appauvrit depuis soixante ans sans avoir connu la guerre](#) »

Parallèlement, la FJKM (*Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara*), l'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar, la plus grande église protestante du pays, a elle aussi tenté de mettre autour de la table les protagonistes de la crise. Mais jusqu'à présent, l'opposition continue d'exiger le départ d'Héry Rajaonariampanina. Une option que ce dernier a officiellement écartée dans une interview à la presse le 30 avril.

Source :

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/07/le-mediateur-de-l-onu-a-madagascar-pour-sortir-de-la-crise_5295536_3212.html